

Association Française de l'Agriculture Urbaine Professionnelle (AFAUP)

Association déclarée

KERDEC'H

29120 COMBRIT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Assemblée générale du 12 février 2026

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux adhérents de l'Association Française de l'Agriculture Urbaine Professionnelle,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AFAUP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans le paragraphe « *Introduction* » des « *Règles et méthodes comptables* » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Comme mentionné ci-avant, la note « *Introduction* » des « *Règles et méthodes comptables* » de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable ANC n°2022-06 relative à la modernisation des états financiers.
Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables appliqués par votre association, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.
- La note « *Faits caractéristiques de l'exercice* » expose la correction d'erreur effectuée et relative à l'évaluation des cotisations sociales sur les exercices antérieurs.
Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables appliqués par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite.
- Les subventions publiques d'exploitation représentent une part prépondérante des ressources de l'association. Leur comptabilisation sur la base des notifications attributives implique l'exercice de jugements, notamment pour apprécier les conditions et obligations éventuellement attachées (périmètre des actions financées, périodes couvertes, justificatifs attendus, clauses de reversement) et pour déterminer le correct rattachement des produits à l'exercice, y compris l'identification et l'évaluation des montants à comptabiliser en produits constatés d'avance à la clôture. Dans ce contexte, nous avons considéré que cette problématique constituait une appréciation importante au regard du risque d'anomalies significatives pouvant affecter la reconnaissance des produits et la présentation des passifs associés.
Dans le cadre de nos diligences, nous avons pris connaissance des procédures de recensement, de suivi et de justification des subventions, rapproché par sondages les montants comptabilisés des notifications/conventions d'attribution et des

encaissements, apprécié le respect des critères de rattachement à l'exercice au regard de l'état d'avancement des actions financées à la clôture, vérifié le calcul et l'enregistrement des montants reportés le cas échéant, et examiné la cohérence et la suffisance des informations présentées en annexe relatives aux subventions et aux engagements associés

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

AFAUP

Kerdec'h

29120 COMBRIT

Exercice clos le : 31 décembre 2025

APE : 9329Z

SIRET : 83829808100038

Comptes annuels

	Valeur au 31/12/2025			% de l'actif	Valeur au 31/12/2024	% de l'actif
	brute	amort. & dépréc.	nette			
Frais d'établissement						
Immobilisations incorporelles				10.99		10.15
Frais de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences,	71 295.60	33 370.26	37 925.34		42 445.45	
Autres immobilisations incorporelles						
Immob. incorp. en cours, av. acptes						
Immobilisations corporelles				0.09		0.13
Terrains						
Constructions						
Inst. techniques, matériel et outillages ...						
Autres immobilisations corporelles	3 436.45	3 118.72	317.73		550.42	
Immob. corp. en cours, av. acptes						
Biens reçus legs /donat. dest. être cédés						
Immobilisations financières				0.02		0.02
Participations	76.25		76.25		76.25	
Créances rattachées à des particip.						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	74 808.30	36 488.98	38 319.32	11.11	43 072.12	10.30
Stocks et en-cours						
Créances				44.36		59.83
Créances Clients, usagers et cptes ratt.					2 000.00	
Créances reçues par legs ou donations						
Autres créances	151 504.10		151 504.10		247 561.02	
Charges constatées d'avance	1 494.17		1 494.17		720.00	
Valeurs mobilières de placement						
Instr. financiers à terme, jetons détenus						
Disponibilités	153 621.32		153 621.32	44.54	124 979.54	29.88
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	306 619.59		306 619.59	88.89	375 260.56	89.70
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement emprunts (IV)						
Écarts de conversion diff. éval. - Actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	381 427.89	36 488.98	344 938.91	100	418 332.68	100

	Valeur au 31/12/2025	% du passif	Valeur au 31/12/2024	% du passif
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité				
Autres réserves				
Report à nouveau	77 293.02	22.41	82 586.81	19.74
Excédent ou déficit de l'exercice	761.28	0.22	-5 293.79	-1.27
Situation nette (sous-total)	78 054.30	22.63	77 293.02	18.48
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL DES FONDS PROPRES (I)	78 054.30	22.63	77 293.02	18.48
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL DES PROVISIONS (III)				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	11 525.46	3.34	11 172.38	2.67
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	39 044.42	11.32	42 926.05	10.26
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	216 314.73	62.71	286 941.23	68.59
TOTAL DES DETTES (IV)	266 884.61	77.37	341 039.66	81.52
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I + II + III + IV + V)	344 938.91	100	418 332.68	100

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits d'exploitation				
Cotisations	19 658.00	33 110.00	-13 452.00	-40.63
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
<i>dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de services	5 185.50	1 868.30	3 317.20	177.55
<i>dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	280 326.90	239 844.15	40 482.75	16.88
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	1 805.00	50.00	1 755.00	
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions				
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corp.				
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	1.62	44.05	-42.43	-96.32
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	306 977.02	274 916.50	32 060.52	11.66
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes	86 562.76	77 068.49	9 494.27	12.32
Aides financières	9 000.00		9 000.00	
Impôts, taxes et versements assimilés	3 122.60	2 509.76	612.84	24.42
Salaires	157 417.54	133 491.59	23 925.95	17.92
Cotisations sociales	40 035.66	57 802.92	-17 767.26	-30.74
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 530.80	10 182.99	347.81	3.42
Dotations aux provisions				
Valeur comptable des immobs. incorp. et corp. cédées				
Report des fonds dédiés				
Autres charges	277.13	2.28	274.85	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	306 946.49	281 058.03	25 888.46	9.21
1-RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	30.53	-6 141.53	6 172.06	100.50

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits financiers				
De participation	730.75	1 147.74	-416.99	-36.33
D'autres valeurs mobilière et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits de cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	730.75	1 147.74	-416.99	-36.33
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeur comptable des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
2-RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	730.75	1 147.74	-416.99	-36.33
3-RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	761.28	-4 993.79	5 755.07	115.24
Produits exceptionnels (V)				
Charges exceptionnelles (VI)		300.00	-300.00	-100.00
4-RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		-300.00	300.00	100.00
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	307 707.77	276 064.24	31 643.53	11.46
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	306 946.49	281 358.03	25 588.46	9.09
EXCÉDENT OU DÉFICIT	761.28	-5 293.79	6 055.07	114.38
Contributions volontaires en nature				
Dons en nature				
Prestations en nature	6 360.00		6 360.00	
Bénévolat	5 640.00	5 328.18	311.82	5.85
TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NATURE	12 000.00	5 328.18	6 671.82	125.22
Charges des contributions volontaires en nature				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens	6 360.00		6 360.00	
Prestations en nature				
Personnel bénévole	5 640.00	5 328.18	311.82	5.85
TOTAL CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NAT.	12 000.00	5 328.18	6 671.82	125.22
TOTAL	761.28	-5 293.79	6 055.07	114.38

Annexe comptable

	Choix
Présentation de l'entité	Produite
Faits caractéristiques	Produite
Règles et méthodes comptables	Produite
Immobilisations incorporelles et frais d'établissement	Produite
Tableau des immobilisations	Produite
Tableau des amortissements	Produite
Dépréciations	Non applicable
Filiales et participations	Non applicable
Crédits-bail	Non applicable
Locations	Non applicable
Etat des stocks	Non applicable
Etat des échéances des créances	Produite
Comptes de régularisation actif	Produite
Tableau de variations des fonds propres	Produite
Suivi des fonds dédiés	Non applicable
Ecart de réévaluation	Non applicable
Etat des provisions	Non applicable
Etat des échéances des dettes	Produite
Comptes de régularisation passif	Produite
Concours publics et subventions	Non applicable
Engagements	Non applicable
Avantages et ressources provenant de l'étranger	Non applicable
Dettes garanties par des sûretés réelles	Non applicable
Honoraires CAC	Produite
Charges et produits exceptionnels	Non applicable
Les effectifs	Produite
Commentaire	Non applicable

L'objet social de l'entité est :

Cette association a pour but de favoriser le développement de l'agriculture urbaine et de la nature en ville.

Elle représente l'ensemble des espaces mis en culture et jardinés en ville, ainsi que les acteurs qui y contribuent, notamment les professionnel.les, afin de permettre le développement d'une ville résiliente, de participer aux enjeux de l'accessibilité à une alimentation saine, de créer du lien entre habitants et promouvoir les métiers de l'agriculture, tout en protégeant l'environnement.

L'association inscrit ses actions dans une démarche d'intérêt général, au service de la protection de l'environnement et du bien-être des personnes.

L'association développe tous types d'actions et de coopérations qu'elle jugera appropriées pour réaliser son objet (prestations de recherches, organisation d'événements, vente d'annuaires, etc).

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat clos le 31/12/2025 est de 344 938.91 Euros. Le compte de résultat de l'exercice dégage un bénéfice de 761.28 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Ces comptes annuels ont été établis le 16/01/2026.

Par ailleurs, nous apportons le complément d'informations suivant :

Corrections comptables des charges de personnel :

Des montants relatifs à des cotisations sociales ont été comptabilisés à tort au cours des exercices 2020, 2021 et 2022.

Après analyse, il est apparu que ces charges ne correspondaient pas à des dettes certaines de la structure. En conséquence, nous avons procédé lors de la clôture de l'exercice 2025, à l'extourne des montants concernés.

Cette correction a généré la constatation d'un produit pour un montant total de 12 139,59 €, venant majorer le résultat de l'exercice 2025.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : image fidèle, comparabilité et continuité de l'exploitation, régularité et sincérité, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

INTRODUCTION

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, amendé par le règlement n° 2018-06.

L'autorité des normes comptables (ANC) a adopté le règlement ANC n° 2022-06 du 5 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023. Ces nouvelles dispositions sont applicables pour la première fois aux comptes sociaux de l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, couvrant ainsi la période du 1er janvier au 31 décembre 2025.

La première application du règlement ANC n°2022-06 constitue ainsi un changement de méthode comptable résultant d'un changement de réglementation.

Ce changement de réglementation se traduit par des reclassements au sein des produits d'exploitation et des charges d'exploitation et également sur la présentation des états financiers.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Évaluation des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de : leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement) et des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Traitement de certains frais accessoires

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Traitement de la durée d'utilisation des fonds de commerce

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

- Logiciels - sites internet

5 - 10 ans

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Évaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées.

Traitement de certains frais accessoires

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Traitement des amortissements des biens non décomposables

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Traitement des amortissements pour dépréciation

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif.

Durée d'utilisation ou d'usage en fonction de la nature des immobilisations

	Durée d'utilisation	Fourchette des durées
Matériels informatiques		3 - 5

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**Traitement de certains frais accessoires**

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs sont incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles éligibles.

Traitement des participations et autres titres

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS**Traitement de l'exclusion du coût de la sous-activité et des intérêts dans la valorisation des stocks**

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

CRÉANCES - DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

SUBVENTIONS**Traitement des subventions**

Les subventions sont comptabilisées en produits.

COTISATIONS**Informations concernant la comptabilisation des cotisations**

Les cotisations versées par les adhérents sont comptabilisées en produits d'exploitation au fur et à mesure des encaissements effectivement reçus par l'association.

Ainsi, seules les cotisations encaissées directement par l'association au cours de l'exercice sont prises en compte dans le résultat de l'exercice.

Les cotisations appelées mais non encore encaissées à la clôture de l'exercice ne font pas l'objet d'une comptabilisation en produits, aucun produit à recevoir n'étant constaté à ce titre.

Cette méthode de comptabilisation est conforme au principe de prudence et tient compte du mode de fonctionnement et des modalités pratiques de perception des cotisations par l'association.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**Informations concernant la comptabilisation des contributions volontaires**

Conformément à l'article 211-2 du règlement ANC n°2018-06, les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées dans des comptes de classe 8. En effet les conditions posées par cet article sont réunies, à savoir :

- La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association AFAUP.
- L'association AFAUP est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

L'estimation des heures de bénévolat a été effectuée sur la base de l'engagement des bénévoles.

Cette estimation fait ressortir un nombre d'heures de bénévolat de 376 heures qui ont été valorisées au tarif horaire charges sociales et fiscales comprises correspondant au taux horaire brut chargé du SMIC au 31 décembre 2025.

Tarif horaire charges sociales et fiscales comprises : 15 €.

Valorisation des contributions volontaires des bénévoles : 5 640.00 €.

Au cours de l'exercice 2025, l'AFAUP a bénéficié de la mise à disposition gratuite d'un espace de travail. Cette mise à disposition valorisée à hauteur de 6 360 euros.

COMPLÉMENTS RÈGLES ET MÉTHODES

Changement de méthode comptable

Depuis le 1er janvier 2023, les subventions sont en effet appréhendées selon leur date d'attribution et non plus selon leur date d'encaissement.

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS				
		V. brute des immobs début d' exercice	Augmentation	
			suite à rééval.	acquisition
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles		65 517.60		5 778.00
TOTAL		65 517.60		5 778.00
Immobilisations corporelles				
Matériel de bureau, informatique & mobilier		3 436.45		
TOTAL		3 436.45		
Immobilisations financières				
Autres participations		76.25		
TOTAL		76.25		
TOTAL GENERAL		69 030.30		5 778.00
	Diminution		Valeur brute des immobs fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
	par virt poste	par cession		
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles			71 295.60	
TOTAL			71 295.60	
Immobilisations corporelles				
Matériel de bureau, informatique & mobilier			3 436.45	
TOTAL			3 436.45	
Immobilisations financières				
Autres participations			76.25	
TOTAL			76.25	
TOTAL GENERAL			74 808.30	

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS						
	Durée util., taux d'amort., fourchette	Mode d'amort.	Amort. cumulés début exercice	Dotation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Amort. cumulés fin exercice
Immobilisations incorporelles						
Autres immobs incorporelles			23 072.15	10 298.11		33 370.26
TOTAL			23 072.15	10 298.11		33 370.26
Immobilisations corporelles						
Matériel de bureau, informatique			2 886.03	232.69		3 118.72
TOTAL			2 886.03	232.69		3 118.72
TOTAL GENERAL			25 958.18	10 530.80		36 488.98

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE
--

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif circulant			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	309.82	309.82	
Divers	150 879.28	150 879.28	
Charges constatées d'avance	1 494.17	1 494.17	
TOTAL	152 683.27	152 683.27	

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montant
Exploitation	1 494.17
TOTAL	1 494.17

PRODUITS À RECEVOIR

Détail des subventions à recevoir		
Compte	Libellé	Montant
74000000	METROPOLE GRAND PARIS - REFAUR	45 000,00 €
74010000	CASDAR - OPTIM'EAU	17 230,08 €
74010000	ADEME IDF 2024	46 500,00 €
74010000	ADEME IDF 2025	21 250,00 €
74030000	CA DE L'AIN - RMT AU	8 569,40 €
74030000	CA DE L'AIN - RMT AGRI URBAINE	9 179,80 €
74030000	REFAUR	2 350,00 €
74070000	SEMAE	800,00 €
Total		150 879,28 €

	Montant
Autres créances	150 879.28
TOTAL	150 879.28

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Report à nouveau	82 586.81			5 293.79	77 293.02
Excédent ou déficit de l'exercice	-5 293.79		761.28	-5 293.79	761.28
TOTAL	77 293.02		761.28		78 054.30

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	11 525.46	11 525.46		
Personnel et comptes rattachés	22 172.74	22 172.74		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 753.05	12 753.05		
Autres impôts et taxes assimilées	4 018.63	4 018.63		
Produits constatés d'avance	216 314.73	216 314.73		
TOTAL	266 784.61	266 784.61		

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Détail des produits constatés d'avance		
Compte	Libellé	Montant
74000000	METROPOLE GRAND PARIS - REFAUR	73 336,47 €
74010000	CASDAR - OPTIM'EAU	17 053,52 €
74010000	ADEME IDF 2024	51 531,73 €
74010000	ARS - ILE DE FRANCE	30 000,00 €
74010000	DRIEAT 2025	4 393,20 €
74030000	REFAUR	4 700,00 €
74070000	MACIF 2025	35 299,81 €
Total		216 314,73 €

	Montant
--	---------

CHARGES À PAYER

	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 372.00
Dettes fiscales et sociales	22 985.48
TOTAL	31 357.48

MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES		
	Montant N	Montant N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :	3 904.00	3 872.00
TOTAL	3 904.00	3 872.00

EFFECTIFS		
	31/12/2025	31/12/2024
Ingénieurs et cadres	3.00	3.00
Employés et techniciens	1.00	1.00
PERSONNEL SALARIÉ	4.00	4.00